

Bonnes nouvelles

(spécial fermeture 2008)

Que les choses soient claires, les annonces que doivent faire la direction de Ford et l'Etat lors des réunions des 20 et 25 novembre, ne seront pas l'aboutissement de notre mobilisation.

Tout est fait pour nous faire accepter une solution partielle pour l'avenir du site. Si repreneur il y a, faudrait-il se contenter que quelques emplois « sauvés » ? Faudrait-il, au nom de la crise actuelle, se contenter du départ de la multinationale Ford pour faire des profits ailleurs ?

Evidemment que non ! Nous sommes mobilisés depuis le début pour la sauvegarde du site industriel et de tous les emplois. Tout doit être fait pour maintenir l'activité dans la région.

Quand il s'agit de « sauver » les placements des financiers, l'Etat trouve les moyens. Quand il s'agit de soutenir les industriels de l'automobile, l'Etat trouve encore les moyens. Mais quand il s'agit de défendre les salariés, là le discours n'est plus le même, les gouvernants ne disent que pouvoir constater les dégâts.

La crise n'est que le prétexte pour justifier les licenciements et les fermetures d'usines. Comment croire que les géants de l'automobile n'auraient plus la possibilité de maintenir les emplois ? Que sont devenus les profits des années précédentes ? Combien de millions de dollars ou d'euros ont été distribués

aux actionnaires et aux dirigeants de Ford ? Cet argent est le produit du travail des salariés, il doit servir à préserver le travail de chacun avant la spéculation.

Les pertes déclarées ne sont qu'un artifice. Les richesses ont bien été créées mais elle sont absorbées par les parasites de la finance. Certes les ventes baissent et le marché automobile sature, ce qui rend plus compliqué la hausse des profits tant rêvée par les actionnaires.

L'Etat américain se prépare à soutenir les industries automobiles mais exige en retour les restructurations pour « assainir » c'est-à-dire de nouveaux licenciements et de nouvelles fermetures d'usines. La volonté est bien de sauver les « profits » et non pas les emplois.

Nous refusons de payer les aberrations d'un système économique qui produit pour faire du profit et non pas pour satisfaire les besoins des populations. Notre combat est certainement difficile. Même si nous sommes confrontés à des géants, nous sommes des milliers de salariés à pouvoir nous opposer à une logique destructrice.

Notre avenir dépend de notre résistance mais nous ne devons pas rester seuls. Un mouvement de défense des emplois doit être impulsé dans la région. Il y a urgence pour une lutte unitaire.



STOP AUX FERMETURES D'USINES

ELARGIR LA CONTESTATION !

Cette semaine est marquée par les luttes sociales dans plusieurs secteurs. Les pilotes aériens, les cheminots, les postiers, les enseignants vont tous à tour de rôle manifester et faire grève contre les attaques qu'ils subissent.

C'est sans compter toutes les résistances, les batailles qu'il y a un peu partout dans les entreprises. Il s'agit à chaque fois de contester les suppressions d'emplois (dans le privé et dans le public), contre les dégradations des conditions de travail (attaques sur les retraites ...).

Nous sommes convaincus que toutes ces luttes doivent rapidement déboucher sur une mouvement unitaire et national. Il y a urgence pour aller vers la convergence.

Il est prévu une manifestation à Bordeaux le 26 novembre à l'initiative de l'UD CGT pour la défense des emplois. Nous nous inscrivons totalement dans la perspective d'élargir la mobilisation à l'ensemble des salariés de la région car nous subissons tous des menaces sur nos emplois.

Ford c'est 1700 emplois directs et près de 10 000 indirects (sous-traitants et tout ce qui est lié à l'activité industrielle). Notre lutte concerne toute la population étant donné l'impact énorme dans la région. Alors oui, il faut préparer dès maintenant une mobilisation générale.



RÉUSSIR NOTRE « G 20 »

Le 20 novembre, c'est sensé être la dernière réunion du groupe de travail sur l'avenir de Ford.

Depuis le début, la direction et les pouvoirs publics ont soigneusement mis à l'écart les premiers concernés, à savoir les syndicats et les salariés. Alors que les conclusions pourraient être données, notre mobilisation est primordiale pour dire que notre avenir ne se construira pas sans nous.

Ne manquons pas le rendez-vous.

RAPPEL DES PROCHAINS RENDEZ-VOUS

Le 20 novembre : Rassemblement à 10 heures devant la Drire à l'occasion de la dernière réunion du Groupe de travail.

Le 22 novembre : Manifestation des postiers et de l'Éducation nationale. Plus d'infos jeudi.

Le 24 novembre : les réunions CE et DP ont lieu comme si l'usine était ouverte (revendications à envoyer sur le site internet de la CGT (forum).

Le 25 novembre : Rassemblement devant la préfecture à 10 heures à l'occasion de la réunion du comité de pilotage avec la ministre Lagarde à Bercy.

Le 26 novembre : rassemblement/manifestation, place de la Bourse pour la défense de l'emploi dans la région, à l'appel de la CGT Gironde.

Le 28 novembre : réunion publique du Comité de soutien de St Médard, salle Antonin Laroque à 20h30.

Le 29 novembre : salle de l'Art y show à Parempuyre.

De 10 h à midi, 3ième forum avec des élus et des acteurs économiques de la région.

À 20 heures : loto avec de nombreux lots.

D'autres rendez-vous se rajouteront dans les jours qui viennent. A suivre l'actualisation sur les sites CE et CGT.



À PROPOS DE LA LIBERTÉ DE TRAVAIL

Il est particulièrement choquant d'entendre le gouvernement parler de généraliser le travail le dimanche ou de favoriser le travail jusqu'à l'âge de 70 ans, tout cela au nom de la liberté du travail ! Alors que dans le même temps, des dizaines de milliers de salariés sont mis au chômage partiel, pendant que des millions d'autres sont au chômage « total ».

Le gouvernement n'est pas capable d'imposer aux patrons une vraie « liberté du travail » c'est-à-dire empêcher les licenciements ou les fermetures d'usines pour permettre à tous de travailler. A part faire des discours sur le fait que « techniquement, nous ne sommes pas en récession » ou « la crise est derrière nous », le gouvernement ne fait rien d'autre que d'apporter son soutien aux banques ou aux entreprises, mais en aucun cas aux salariés.

FORD PERD DE L'ARGENT ?

Il est très facile pour un patron de sortir les chiffres qu'il veut car il n'y a aucune transparence dans leurs comptes. D'ailleurs un des rares chiffres que nous connaissons c'est bien la hauteur des « pertes ». Combien la FMC a redistribué aux dirigeants et actionnaires ? Pourquoi la solution serait toujours de licencier, pourquoi ne pas réduire les dividendes et les gros salaires (c'est peu dire) et permettre ainsi de « sauver » des emplois ? Une redistribution des « richesses » ne serait-elle pas possible ?

Avant de nous faire pleurer sur les « difficultés » de Ford, les dirigeants devraient déjà rendre des comptes réels à tous les salariés. On verrait bien plus clair.

SALARIÉS DE L'AUTOMOBILE EN LUTTE

Les journées d'action se multiplient dans l'automobile. Après la manifestation du Havre, samedi 8 novembre, avec les « renault » Sandouville, ce sont les Fonderies du Poitou qui appellent à manifester le vendredi 21 novembre contre le chômage partiel.

Que ce soit chez les constructeurs automobiles et chez les équipementiers, les salariés se voient imposer des semaines de fermeture de leurs usines et donc des jours de chômage partiel.

C'est pour refuser de payer les conséquences de la « crise » que partout la lutte s'organise. Il faut absolument que ces actions débouchent sur une mobilisation unitaire à l'échelle du pays.

Il y a urgence pour qu'au niveau des directions syndicales des initiatives soient prises pour que la riposte s'élargisse. Dans chaque usine, dans chaque région, les salariés ne doivent pas restés isolés. Seule la riposte « tous ensemble » peut créer un rapport de force favorable pour empêcher les attaques patronales.

Des délégations de la CGT Ford étaient présentes lors des manifestations d'Amiens en septembre (avec les « goodyear ») et de Strasbourg en octobre (avec les « general motors ») pour renforcer les liens entre tous les salariés et défendre l'idée que c'est tous ensemble qu'il nous faut nous défendre.

A l'heure où les annonces contre les salariés se multiplient, tout doit être fait pour favoriser une lutte unitaire.



QUE PRÉPARE DONC LA DIRECTION ?

La direction n'a jamais brillé ni par une politique transparente, ni par sa correction à l'égard des salariés. La confidentialité (le véritable « secret » devrait-on dire) autour de l'avenir du site révèle surtout que ses objectifs ne sont guère avouables.

Depuis maintenant 2 semaines, nous savons que Ford Europe a reçu des propositions de deux sociétés intéressées. Mais visiblement, il n'est pas encore temps que les salariés soient informés de ce qu'il en est exactement.

Mieux même, il semblerait que la direction veuille plier l'affaire d'ici la fin de l'année. En annonçant le 25 novembre la « solution » choisie, la direction voudrait que tout aille très vite comme pour mieux nous prendre de court.

Cette soit disant urgence est plus que douteuse. On se doutait qu'en fermant l'usine pendant 10 semaines, la direction voulait se donner la tranquillité pour étudier son plan. Aujourd'hui tout reste à discuter. Jusqu'au bout, nous devons maintenir la pression pour nous faire respecter.

Pendant toute la période de fermeture, il n'est pas question de « chômer » ! Pour s'informer, pour débattre vous avez, en plus du site internet du CE, le site de la CGT Ford : www.cgt-ford.com.